

ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLÉAIRE
CERN EUROPEAN ORGANIZATION FOR NUCLEAR RESEARCH

Suite à donner

Procédure de vote

Recommandation	COMITÉ DES FINANCES 336^e réunion 22 juin 2011	Majorité des deux tiers des États membres représentés et votant et 51% des contributions de tous les États membres
Décision	CONSEIL 159^e session 23 et 24 juin 2011	Majorité des deux tiers des États membres représentés et votant

PROPOSITIONS DE LA DIRECTION CONCERNANT LA FINALISATION DU TRAIN DE MESURES VISANT A RETABLIR LA PLEINE CAPITALISATION DE LA CAISSE DE PENSIONS

Le Comité des finances est invité à recommander d'adopter, et le Conseil à adopter, le projet de résolution exposé à l'annexe 2, parachevant le train de mesures visant à rétablir la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN.

FINALISATION DU TRAIN DE MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PLEINE CAPITALISATION DE LA CAISSE DE PENSIONS

I.- INTRODUCTION¹

L'obligation du CERN d'offrir à ses employés une protection sociale adéquate découle de la Convention et est rappelée dans les accords avec les deux États hôtes, ainsi que dans le Protocole sur les privilèges et immunités du CERN. Le système de protection sociale créé à ce titre par l'Organisation comprend, notamment, un régime de pensions à prestations définies garanti par les Organisations employeurs (le CERN et l'ESO), qui a pour but « d'assurer ses membres et ses bénéficiaires ainsi que les membres de leur famille contre les conséquences économiques de l'invalidité et de la vieillesse de ses membres, et du décès de ses membres et de ses bénéficiaires »².

En juin 2007, le Conseil a approuvé les nouveaux principes et la nouvelle structure de gouvernance de la Caisse de pensions du CERN et décidé que la Caisse doit être pleinement capitalisée, c'est-à-dire que ses avoirs doivent couvrir en tout temps la totalité de ses engagements. La définition de la pleine capitalisation, ainsi que la manière d'y parvenir, sont devenues une priorité pour l'Organisation et ont été au cœur du mandat du Groupe de travail n° 2 créé en mars 2008 par le Conseil d'administration de la Caisse de pensions.

Dans son rapport au Conseil³, le Groupe de travail n° 2 a conclu que la pleine capitalisation⁴ pouvait être réalisée, à un horizon à 30 ans, par le recours aux modalités suivantes :

- Augmentation du taux de cotisation total, porté de 30,88% à 34%.
Impact : +15,5 MCHF/an en moyenne pendant 30 ans
- Introduction d'un mécanisme par lequel les États membres rétrocéderaient à la Caisse un pourcentage de l'impôt prélevé sur les pensions du CERN.
Impact : +45,3 MCHF/an en moyenne pendant 30 ans
- Création d'un fonds régulateur alimenté par des cotisations spéciales des États membres.
Impact : +53,3 MCHF/an en moyenne pendant 30 ans

¹ Des informations complémentaires sur le régime de pensions du CERN, sa structure de gestion et les évolutions jusqu'en 2010 sont données dans le document CERN/FC/5498-CERN/2947.

² Article I 1.01 des Statuts de la Caisse de pensions.

³ Présenté sous la forme d'un document de travail en décembre 2009 et d'un document officiel (CERN/2897) en mars 2010.

⁴ Le Groupe de travail n° 2 a estimé que la Caisse aurait atteint la pleine capitalisation lorsque le taux de couverture aurait atteint au moins 100 % ; le Conseil n'a pas encore approuvé de définition de la pleine capitalisation et pourrait adopter une approche plus prudente.

La mise en application de ces mesures aboutirait à un produit annuel de +114,1 MCHF pendant 30 ans.

En décembre 2009, le Conseil a estimé que le rapport du Groupe de travail n° 2 « contient des éléments pertinents en vue de décisions futures du Conseil ». Il a décidé de créer un Groupe consultatif « ayant pour mandat de permettre au Conseil d'adopter un ensemble équilibré de mesures qui seraient réalisables d'un point de vue politique et financier et qui auraient une base juridique solide ». Le Conseil a invité le Groupe consultatif à utiliser les mêmes hypothèses actuarielles que le Groupe de travail n° 2.

En mars 2010, le Groupe consultatif a présenté au Conseil le résultat de ses discussions préliminaires concernant, pour le court terme, des mesures possibles pour dégager les 80 MCHF par an nécessaires pour interrompre la détérioration de la situation financière de la Caisse de pensions, et, pour le long terme, des mesures pour dégager une somme supplémentaire de 34 MCHF par an afin de rétablir une pleine capitalisation.

En juin 2010, le Groupe consultatif a soumis au Conseil son rapport final, qui contenait les propositions suivantes :

- inclure une provision spéciale dans le budget du CERN à compter de 2011 au profit de la Caisse de pensions ;
- inviter l'ESO à inclure dans son budget une provision spéciale analogue ;
- mandater la Direction pour engager une *concertation* avec l'Association du personnel concernant une augmentation du taux de cotisation total et une modification de la méthode d'adaptation annuelle des pensions ;
- mandater la Direction pour élaborer et proposer un train de mesures concernant les pensions pour les nouveaux membres du personnel, prenant en compte l'accroissement de l'espérance de vie, les politiques de pensions d'autres organisations internationales et des régimes de retraite nationaux dans les États membres du CERN, en vue de leur mise en œuvre au 1^{er} janvier 2011 ou aussi vite que possible à compter de cette date.

En conséquence, en juin 2010, le Conseil a demandé à la Direction d'engager une *concertation* avec l'Association du personnel sur la base des lignes directrices reçues, prévoyant le rétablissement de la pleine capitalisation de la Caisse de pensions sur une période de projection de 30 ans.

En décembre 2010, à l'issue de la *concertation* avec l'Association du personnel, des consultations avec l'ESO et des discussions au TREF, la Direction a présenté au Conseil sa proposition « concernant un train de mesures visant à rétablir la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN » (CERN/2947). Le Conseil a

approuvé à l'unanimité le train de mesures, qui comprend les quatre éléments suivants :

(a) Mesures concernant les Organisations participantes et les États membres

Le CERN verse à la Caisse des cotisations spéciales, d'un montant de 60 MCHF par an.

En application de l'Accord CERN-ESO, le Conseil du CERN demande à l'ESO de verser des cotisations spéciales à la Caisse de pensions, d'un montant à déterminer par l'actuaire⁵.

(b) Mesure concernant les Organisations participantes et les membres actuels de la Caisse

À compter du 1^{er} janvier 2011, le taux de cotisation annuel total est augmenté de 3,12 points de pourcentage, passant ainsi de 30,88 % à 34 %.

Les cotisations continuent d'être réparties entre les Organisations et les membres de la Caisse, selon un rapport deux tiers / un tiers.

(c) Mesure concernant les bénéficiaires actuels de la Caisse (titulaires d'une pension⁶ à compter du 31 décembre 2011)

À titre exceptionnel, il est dérogé partiellement à la procédure et à la méthode d'adaptation annuelle des pensions exposées à l'article II 1.15 des Statuts de la Caisse et à l'annexe C de ces derniers. En conséquence, aucune adaptation annuelle des pensions n'est accordée aux bénéficiaires d'une pension à compter du 31 décembre 2011 tant que leur perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat n'atteint pas 8 %. Une fois ce taux atteint, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève sera répercutée.

(d) Mesures concernant les nouveaux membres et les futurs bénéficiaires de la Caisse (au bénéfice d'une pension à compter du 1^{er} janvier 2012)

De nouvelles modalités de pensions doivent être définies pour les futurs membres. S'agissant des futurs bénéficiaires, des mesures de transition pour l'application de l'adaptation annuelle des pensions doivent être proposées.

⁵ Estimé à 3 MCHF par an en 2010. Estimation actuelle : 1,3 MCHF par an.

⁶ Y compris les bénéficiaires d'une pension différée.

Le Conseil a approuvé le train de mesures étant entendu :

- (i) que les mesures énoncées au paragraphe d) concernant les nouveaux membres et les futurs bénéficiaires de la Caisse de pensions seront soumises au Comité des finances et au Conseil en juin 2011, en vue d'une mise en œuvre avec effet au 1^{er} janvier 2012 ;
- (ii) qu'il n'est pas possible de modifier l'un ou l'autre des éléments sans modifier l'ensemble du train de mesures ;
- (iii) que si des modifications devaient être apportées dans l'avenir, le modèle de répartition équitable prévu dans le document CERN/FC/5498-CERN/2947 devra être préservé ;
- (iv) que la répartition équitable entre toutes les parties des quatre éléments du train de mesures et leur interdépendance seront formalisées par une résolution du Conseil qui sera proposée pour adoption en juin 2011 ; et
- (v) que l'Organisation continuera de verser une cotisation spéciale de 60 MCHF par an jusqu'à ce que la pleine capitalisation soit confirmée par le Conseil d'administration de la Caisse de pensions dans son rapport annuel⁷.

Le présent document expose à la section II la proposition de la Direction relative à l'élément (d). Il démontre que l'ensemble du train de mesures permet de rétablir la pleine capitalisation dans la période de projection, comme cela est confirmé par l'actuaire à la section III. Enfin, il propose que le Conseil adopte le train de mesures dans son intégralité au moyen du projet de résolution contenu en annexe.

II.- PROPOSITION DE LA DIRECTION RELATIVE AUX MESURES CONCERNANT LES NOUVEAUX MEMBRES ET LES FUTURS BÉNÉFICIAIRES

Après avoir mené à bien son examen comparatif des politiques de pension des organisations internationales et des régimes de retraite nationaux, la Direction a élaboré les propositions présentées ci-après. Ces propositions ont fait l'objet d'une discussion au sein du Comité de concertation permanent, mais, malheureusement, aucune position commune à la Direction et à l'Association du personnel n'a pu être trouvée. Les propositions ont également discutées au TREF et l'ESO a été consultée, conformément aux dispositions de l'accord CERN-ESO.

⁷ CERN/2954

(a) Mesures concernant les nouveaux membres (engagés à compter du 1^{er} janvier 2012)

L'âge de départ en retraite sera fixé à 67 ans. Il en résulte que l'âge auquel un bénéficiaire peut choisir de recevoir une pension de retraite anticipée passera de 50 à 52 ans, et les facteurs de réduction sont adaptés en conséquence. Les modifications correspondantes de l'article R II 5.01 du Règlement du personnel et des articles pertinents des Statuts de la Caisse seront soumises pour approbation ultérieurement dans l'année.

Le taux de cotisation total sera fixé à 28,33%⁸, réparti selon un rapport 40%-60% : membre : 11,33 % ; Organisation : 17% (soit une réduction de 5,67 points de pourcentage par rapport au niveau de cotisation actuel de l'Organisation, qui est de 22,67%). La modification correspondante de l'article II 1.07 des Statuts de la Caisse sera soumise pour approbation ultérieurement dans l'année.

Le montant de la pension de retraite sera, par année d'affiliation, avec un maximum de 37 années et 10 mois de service⁹, de 1,85% du traitement de référence¹⁰ correspondant à la moyenne des positions salariales de l'intéressé des trois dernières années au moment de la cessation de son affiliation. Les modifications correspondantes de l'article II 2.02 et des autres articles pertinents des Statuts de la Caisse seront soumises pour approbation ultérieurement dans l'année.

Le tableau 1 compare les modalités de pensions des membres actuels et celles proposées pour les nouveaux membres.

⁸ Le taux de cotisation global a été établi en fonction des paramètres actuariels actuels. Si, du fait de l'évolution de ces paramètres, par exemple une augmentation de la longévité, il apparaît que le taux n'est plus suffisant pour financer les engagements en matière de pensions à l'égard des futurs membres du personnel, il pourra être nécessaire de proposer une augmentation de ce taux. Toutes les parties conviennent que, si un tel ajustement devait être décidé par le Conseil en 2011, il serait inclus dans le train de mesures actuels.

⁹ Ce qui permet une pension maximale de 70% du dernier traitement de référence, comme c'est le cas actuellement.

¹⁰ Le concept de « traitement de référence » a été introduit par le Conseil en octobre 1985, sur la recommandation d'un groupe de travail spécialisé établi par le Comité des finances, afin de tenir compte de l'imposition des pensions par les États membres. Le traitement de référence est le traitement brut sur la base duquel la cotisation à la Caisse de pensions, et, ultérieurement, la pension, sont calculées. Il est calculé en multipliant le traitement de base par un facteur (le coefficient C), qui est censé représenter une imposition moyenne.

Tableau 1

Paramètre	Membre au 31 décembre 2011 ou avant	Nouveau membre à compter du 1 ^{er} janvier 2012
Âge de départ en retraite	65	67
Taux de cotisation total	34%	28.33% ¹¹
Rapport des cotisations membre / Organisation	1/3 : 2/3	40% : 60%
Cotisation - Membre	11.33%	11.33%
Cotisation - Organisation	22.67%	17%
Taux d'accumulation annuel	2%	1.85%
Pension maximale	70% (après 35 années de service)	70% (après 37 années et 10 mois de service)
Traitement de référence pour le calcul de la pension	Dernier traitement	Moyenne de la position salariale des trois dernières années

Les dispositions de l'article III 1.02 des Statuts de la Caisse, intitulé « Droits acquis », ne s'appliqueront pas aux nouveaux membres, lesquels continueront toutefois de bénéficier de la protection générale assurée par le droit administratif international. La modification correspondante des Statuts de la Caisse sera soumise pour approbation ultérieurement dans l'année.

(e) **Mesures concernant les futurs bénéficiaires de la Caisse (titulaires d'une pension¹² à compter du 1^{er} janvier 2012)**

En ce qui concerne l'adaptation annuelle des pensions des futurs bénéficiaires, il est prévu une **non-indexation** et/ou une **sous-indexation** des pensions, tant que la perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat subie par un bénéficiaire ne dépasse pas 8%. Par la suite, comme il est prévu à l'article II 1.15 et à l'annexe C, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève sera répercutée.

Le mécanisme proposé se fonde sur la décision du Conseil de décembre 2010 à l'égard des bénéficiaires actuels, en vertu de laquelle aucune adaptation annuelle des pensions n'est accordée tant que la perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat ne dépasse pas 8%. Toutefois, afin de préserver une répartition équitable entre toutes les parties des mesures destinées à assainir la Caisse de pensions, l'effort demandé au personnel actuel (c'est-à-dire les futurs bénéficiaires), à savoir l'augmentation de leurs cotisations, est pris en compte par l'institution de plafonds pour la non-indexation et la sous-indexation des pensions, qui varient selon la situation de l'intéressé au moment de son départ en retraite, comme indiqué au tableau 2.

¹¹ Voir ci-dessus, note 8.

¹² Y compris les bénéficiaires d'une pension différée.

Tableau 2

Mois auquel l'intéressé devient bénéficiaire	Plafond pour la non-indexation automatique	Sous-indexation potentielle	Perte max. de pouvoir d'achat		Mois auquel l'intéressé devient bénéficiaire	Plafond pour la non-indexation automatique	Sous-indexation potentielle	Perte max. de pouvoir d'achat
Jan-12	8.00%	zero	8%		Jan-16	4.30%	3.70%	8%
Feb-12	8.00%	zero	8%		(Feb-16)	4.20%	3.80%	8%
(Mar-12)	8.00%	zéro	8%		(Mar-16)	4.10%	3.90%	8%
(Apr-12)	8.00%	zéro	8%		(Apr-16)	4.00%	4.00%	8%
(May-12)	8.00%	zero	8%		May-16	3.90%	4.10%	8%
Jun-12	8.00%	zero	8%		Jun-16	3.80%	4.20%	8%
Jul-12	8.00%	zero	8%		Jul-16	3.70%	4.30%	8%
Aug-12	8.00%	zero	8%		Aug-16	3.60%	4.40%	8%
Sep-12	8.00%	zero	8%		Sep-16	3.50%	4.50%	8%
Oct-12	8.00%	zero	8%		Oct-16	3.40%	4.60%	8%
Nov-12	8.00%	zero	8%		Nov-16	3.30%	4.70%	8%
Dec-12	8.00%	zero	8%		Dec-16	3.20%	4.80%	8%
Jan-13	7.90%	0.10%	8%		Jan-17	3.10%	4.90%	8%
Feb-13	7.80%	0.20%	8%		Feb-17	3.00%	5.00%	8%
Mar-13	7.70%	0.30%	8%		Mar-17	2.90%	5.10%	8%
Apr-13	7.60%	0.40%	8%		Apr-17	2.80%	5.20%	8%
May-13	7.50%	0.50%	8%		May-17	2.70%	5.30%	8%
Jun-13	7.40%	0.60%	8%		Jun-17	2.60%	5.40%	8%
Jul-13	7.30%	0.70%	8%		Jul-17	2.50%	5.50%	8%
Aug-13	7.20%	0.80%	8%		Aug-17	2.40%	5.60%	8%
Sep-13	7.10%	0.90%	8%		Sep-17	2.30%	5.70%	8%
Oct-13	7.00%	1.00%	8%		Oct-17	2.20%	5.80%	8%
Nov-13	6.90%	1.10%	8%		Nov-17	2.10%	5.90%	8%
Dec-13	6.80%	1.20%	8%		Dec-17	2.00%	6.00%	8%
Jan-14	6.70%	1.30%	8%		Jan-18	1.90%	6.10%	8%
Feb-14	6.60%	1.40%	8%		Feb-18	1.80%	6.20%	8%
Mar-14	6.50%	1.50%	8%		Mar-18	1.70%	6.30%	8%
Apr-14	6.40%	1.60%	8%		Apr-18	1.60%	6.40%	8%
May-14	6.30%	1.70%	8%		May-18	1.50%	6.50%	8%
Jun-14	6.20%	1.80%	8%		Jun-18	1.40%	6.60%	8%
Jul-14	6.10%	1.90%	8%		Jul-18	1.30%	6.70%	8%
Aug-14	6.00%	2.00%	8%		Aug-18	1.20%	6.80%	8%
Sep-14	5.90%	2.10%	8%		Sep-18	1.10%	6.90%	8%
Oct-14	5.80%	2.20%	8%		Oct-18	1.00%	7.00%	8%
Nov-14	5.70%	2.30%	8%		Nov-18	0.90%	7.10%	8%
Dec-14	5.60%	2.40%	8%		Dec-18	0.80%	7.20%	8%
Jan-15	5.50%	2.50%	8%		Jan-19	0.70%	7.30%	8%
Feb-15	5.40%	2.60%	8%		Feb-19	0.60%	7.40%	8%
Mar-15	5.30%	2.70%	8%		Mar-19	0.50%	7.50%	8%
Apr-15	5.20%	2.80%	8%		Apr-19	0.40%	7.60%	8%
May-15	5.10%	2.90%	8%		May-19	0.30%	7.70%	8%
Jun-15	5.00%	3.00%	8%		Jun-19	0.20%	7.80%	8%
Jul-15	4.90%	3.10%	8%		Jul-19	0.10%	7.90%	8%
Aug-15	4.80%	3.20%	8%		Aug-19	0.00%	8.00%	8%
Sep-15	4.70%	3.30%	8%					
Oct-15	4.60%	3.40%	8%		thereafter	zero	8.00%	8%
Nov-15	4.50%	3.50%	8%					
Dec-15	4.40%	3.60%	8%					

Une fois que le bénéficiaire aura atteint le plafond de **non**-indexation qui lui correspond, la méthode d'adaptation annuelle des pensions exposée ci-après, qui inclut une sous-indexation, s'appliquera.

Si la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève est positive, l'adaptation annuelle des pensions sera proportionnelle au taux de couverture réel de la Caisse de pensions établi dans le bilan technique en caisse fermée¹³ et sera calculée de la manière suivante :

- si le taux de couverture réel est inférieur à 100%, l'adaptation sera égale au produit de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève multipliée par le taux de couverture, jusqu'à une valeur maximale correspondant au paramètre actuariel pour l'inflation annuelle défini dans le rapport actuariel triennal (à ce jour 2%)¹⁴ ;
- si le taux de couverture réel de la Caisse est égal ou supérieur à 100 %¹⁵, l'adaptation sera égale à la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève ;
- nonobstant ce qui précède, si le taux de couverture réel a été supérieur à 110% pendant trois années consécutives ou plus, il sera accordé, à titre de compensation, aux bénéficiaires qui ont subi une perte cumulée de pouvoir d'achat, une adaptation égale au produit de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève par le taux de couverture. Les bénéficiaires qui n'ont pas subi de perte cumulée de pouvoir d'achat ou qui ont été intégralement compensés se verront accorder une adaptation égale à la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève.

Si la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève est égale à **zéro**, aucune adaptation ne sera accordée.

Si la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève est **négative**, l'adaptation sera égale à zéro. Conformément à la pratique en vigueur, l'augmentation résultante de pouvoir d'achat sera prise en compte dans le calcul de la perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat de chaque bénéficiaire. Ce compte peut indiquer un solde négatif.

Ces dispositions sont récapitulées au tableau 3.

¹³ tel qu'il est confirmé dans les états financiers annuels de la Caisse approuvés par le Conseil.

¹⁴ tant que la perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat ne dépasse pas 8 %, comme indiqué plus haut.

¹⁵ Le taux de couverture de 100 % est le point auquel la sous-indexation n'est plus applicable, indépendamment de la définition donnée par le Conseil de la pleine capitalisation.

Tableau 3

Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation à Genève (IVC)	Taux de couverture (TC) en %	Adaptation
<0	s/o	zéro L'augmentation effective sera prise en compte dans le calcul de la perte individuelle de pouvoir d'achat (PA)
0	s/o	zéro
>0	<100	IVC x TC jusqu'à un max. de 2% (2 = paramètre actuariel en vigueur défini dans le rapport actuariel triennal. <i>NB : une fois que la perte de PA = 8%, l'IVC est répercuté en intégralité</i>
	>100	IVC
	>110 pendant 3 années consécutives ou plus	IVC x TC pour compenser la perte cumulée de PA IVC si aucune perte cumulée de PA restante

La Caisse de pensions (l'Administrateur) mettra en œuvre ces mesures chaque année au nom du Conseil.

Les modifications correspondantes de l'annexe C des Statuts de la Caisse seront soumises pour approbation ultérieurement dans l'année.

III.- IMPACT ACTUARIEL DE L'ENSEMBLE DU TRAIN DE MESURES VISANT À RÉTABLIR LA PLEINE CAPITALISATION DE LA CAISSE DE PENSIONS

Le 3 mai 2010, l'actuaire a confirmé que l'ensemble du train de mesures, c'est-à-dire les mesures adoptées en décembre 2010 et celles exposées dans le présent document, permet de rétablir un taux de couverture de 100 % dans la période de projection applicable, et, ultérieurement, une pleine capitalisation durable. Les détails des chiffres actuariels sont donnés à l'annexe 1.

IV.- MESURES FACULTATIVES POUR LES MEMBRES ACTUELS DE LA CAISSE

Pour compléter le train de mesures présenté plus haut, et conformément aux lignes directrices du Groupe consultatif, la Direction examine des mesures qui pourraient être proposées aux membres actuels de la Caisse, à titre volontaire, en particulier la possibilité de travailler au-delà de l'âge actuel de départ en retraite, à savoir 65 ans. Une telle mesure est attractive pour les membres du personnel, a le soutien de l'Association du personnel et contribuerait à rétablir l'équilibre financier de la Caisse de pensions.

La Direction poursuivra les discussions sur cette question avec l'Association du personnel cette année.

V.- CONCLUSION

Conformément à la décision du Conseil de décembre 2010, la Direction invite le Comité des finances à recommander d'adopter, et le Conseil à adopter, le projet de résolution exposé à l'annexe 2, parachevant le train de mesures visant à rétablir la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN.

ANNEXE 1

ANNEXE DU DOCUMENT CERN/FC/5537-CERN/2972)

Rapport intitulé « *Impact of the package of measures towards restoring full funding* », en date de mai 2011, établi par Pittet Associés, conseils en caisses de pensions



PITTET ASSOCIATES

Pension Fund Advisors

Impact of the package of measures towards restoring full funding

**THE PENSION FUND OF THE EUROPEAN ORGANISATION
FOR NUCLEAR RESEARCH**

May 2011

COMPETENCE AND COMMITMENT FOR PENSION PLANNING

CONTENTS

1. GENERAL CONSIDERATIONS.....	3
1.1 Mandate	3
1.2 Documentation	3
2. REFERENCE MODEL	5
2.1 Introductory remarks	5
2.2 Projected funding ratio	5
3. PACKAGE OF RECOVERY MEASURES.....	7
3.1 Change in contributions	7
3.2 Changes concerning new members	7
3.3 Changes concerning beneficiaries	8
4. IMPACT OF RECOVERY MEASURES	9
4.1 Impact of the package as a whole	9
4.2 Cumulative impact of the different measures	10
5. CONCLUDING REMARKS	11

APPENDICES

1. GENERAL CONSIDERATIONS

1.1 Mandate

The Pension Fund of the European Organisation for Nuclear Research (hereafter the CERN PF or the Fund) provided us with a mandate to determine the impact of the application of the entire package of recovery measures towards restoring full funding of the Fund. This impact is measured through projective models, along with a comparison between the trend in the funding ratio before and after applying the proposed package. In particular, the projective models must determine whether or not a 100% funding is reached within 30 years, after having applied the different measures of the package.

The present report contains the main characteristics of the package, especially the different proposed measures, as well as the main features of the projective models used.

1.2 Documentation

We have based our projection on the following statements and documentation:

- Rules and regulations of the Fund from 01.01.1986, last updated on 01.01.2011;
- Actuarial report as at 1 January 2010, final version of 15 October 2010;
- List of active members and pension beneficiaries as at 1 January 2011, received by email on 25 January 2011;
- Net capital base as at 31 December 2010, received by email on 25 March 2011;
- Consulting actuary report as at 31 December 2010, final version of 27 April 2011;
- Individual data of cumulative loss of purchasing power for current beneficiaries, received by email on 28 April 2011;
- New proposition for the DB portion of the new pension plan of the Fund as of 1 January 2012, received by email on 26 April 2011;

IMPACT OF THE PACKAGE OF MEASURES TOWARDS RESTORING FULL FUNDING

- New proposition for the under-indexation mechanism as of 1 January 2012, received by email on 26 April 2011.

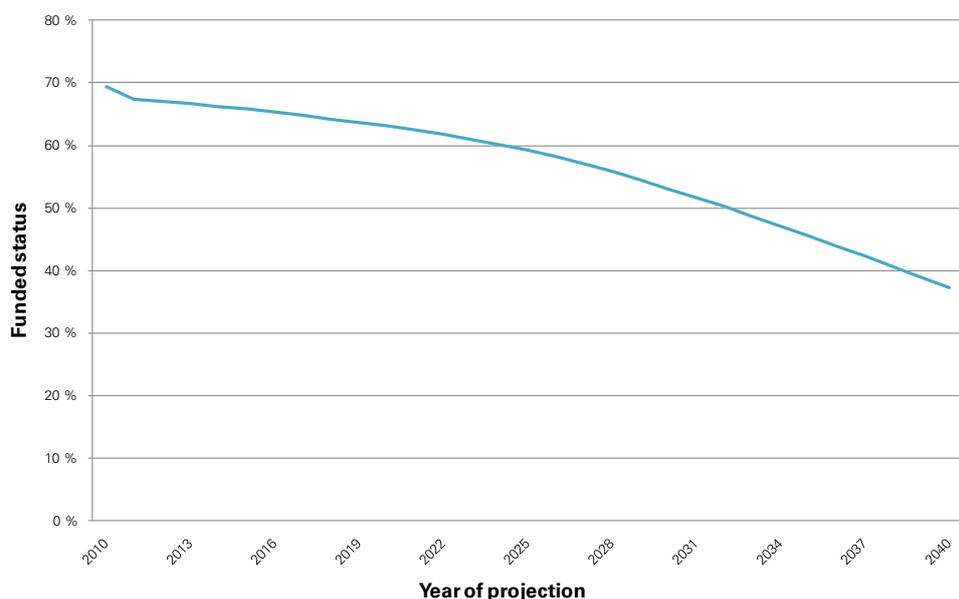
2. REFERENCE MODEL

2.1 Introductory remarks

The reference model corresponds to the basic projective model before having applied any measure of the recovery package. This model is an updated version of the reference model according to WG2 assumptions, which corresponds to the MM03a model referred to in our last actuarial report. The update process contains membership and beneficiaries updates as well as an application of the actual total assets level. It uses the 2007 under-indexation mechanism, which applied an adjustment factor of pensions for inflation of 81.2%. This mechanism was not included in the MM03a model of our last actuarial report, since no adjustment factor regarding the pensions paid had been applied. No further adjustments have been made according to the 2011 data (salary merit scale, retirement probabilities, turnover).

2.2 Projected funding ratio

The graph below shows the projected trend of the funding ratio, as obtained by applying the contribution rate (30.88%) and the rate of return (5.0%) of the model concerned. The initial funding ratio as at 1 January 2011 corresponds to the IAS 26 "WG2 assumptions" funding ratio as at 31 December 2010, which is equal to 69.4% as presented in our consulting actuary report as at 31 December 2010.



IMPACT OF THE PACKAGE OF MEASURES TOWARDS RESTORING FULL FUNDING

This graph confirms the negative projected trend observed in our actuarial report as at 1 January 2010. The table below shows the numerical values of the projected funding ratio and the level of the deficit at the end of the year:

Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF	Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF	Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF
2011	67.33%	-1'870.4	2021	62.44%	-2'255.4	2031	51.68%	-3'264.6
2012	67.02%	-1'895.8	2022	61.73%	-2'315.0	2032	50.20%	-3'413.9
2013	66.64%	-1'925.7	2023	61.00%	-2'376.3	2033	48.61%	-3'575.9
2014	66.23%	-1'958.7	2024	60.15%	-2'451.0	2034	47.10%	-3'725.6
2015	65.79%	-1'992.5	2025	59.23%	-2'533.9	2035	45.46%	-3'893.2
2016	65.29%	-2'030.2	2026	58.15%	-2'633.6	2036	43.91%	-4'047.4
2017	64.77%	-2'070.2	2027	56.97%	-2'745.1	2037	42.26%	-4'216.8
2018	64.21%	-2'114.2	2028	55.85%	-2'852.3	2038	40.59%	-4'389.8
2019	63.64%	-2'159.6	2029	54.44%	-2'991.8	2039	38.88%	-4'568.7
2020	63.08%	-2'204.8	2030	53.05%	-3'130.0	2040	37.18%	-4'748.7

At the end of the year 2040, after 30 years of projection, the total deficit amounts to CHF 4.75 billion. This represents an underfunding of 62.8% of total liabilities. These results are consistent with those of the MM03a reference model, which showed a projected funding ratio of 30.3% after 30 years.

3. PACKAGE OF RECOVERY MEASURES

The different measures that are included in the recovery package are as follow:

3.1 Change in contributions

The total contribution rate for current active members of the Fund increases by 3.12 points, from 30.88% to 34.0%, maintaining a similar proportion between the Organizations and the active members (2/3 – 1/3).

Concerning the contribution rate for future active members, see paragraph 3.2 below.

CERN will pay a special contribution of 60 MCHF per annum. ESO has to pay a similar special contribution as well, which has been fixed at 1.3 MCHF in our model. For the purpose of this projection, these special contributions are paid over the entire period of projection (30 years), even after 100% funding is reached.

3.2 Changes concerning new members

According to the 26.04.2011 proposition, a newly defined benefits plan, the main characteristics of which are summarized in the following table, will be introduced for future members as of 1 January 2012, (the characteristics of the current pension plan are mentioned for comparison):

Parameter	Today	As of 1/1/2012
Retirement age	65 years	67 years
Contribution to	Reference salary	Reference salary
Contribution rate	34%	28.33%
Contribution sharing	1/3 to 2/3	40%-60%
Contribution employee	11.33%	11.33%
Contribution CERN	22.67%	17%
Accrual rate	2.0%, i.e. 35 years	1.85%, i.e. 37 years 10 months
Maximum pension	70%	70%
Pensionable salary	Last salary	Average of last 3 years salary position

These measures have been modelled in our projection for new entrants as of 1 January 2012, the other members remaining in the current pension plan.

3.3 Changes concerning beneficiaries

For current beneficiaries, the under-indexation of 81.2% is replaced by an automatically applied non-indexation, until the individual cumulative loss of purchasing power of 8% is reached.

For future beneficiaries (here, as of 01/01/2012), the current extraordinary measure of an automatically applied non-indexation is phased out in steps of 0.1% every month from January 2013 until August 2019. The current measure will be gradually exchanged with a potential under-indexation based on the funding ratio, according to the following formula:

Annual indexation of pensions = Funding Ratio x Geneva Cost-of-living index

with a maximum of 2% (long-term expected inflation) for the reference index.

In both mechanisms, the cumulative limit of the purchasing power loss is 8%, as in the current recovery measures.

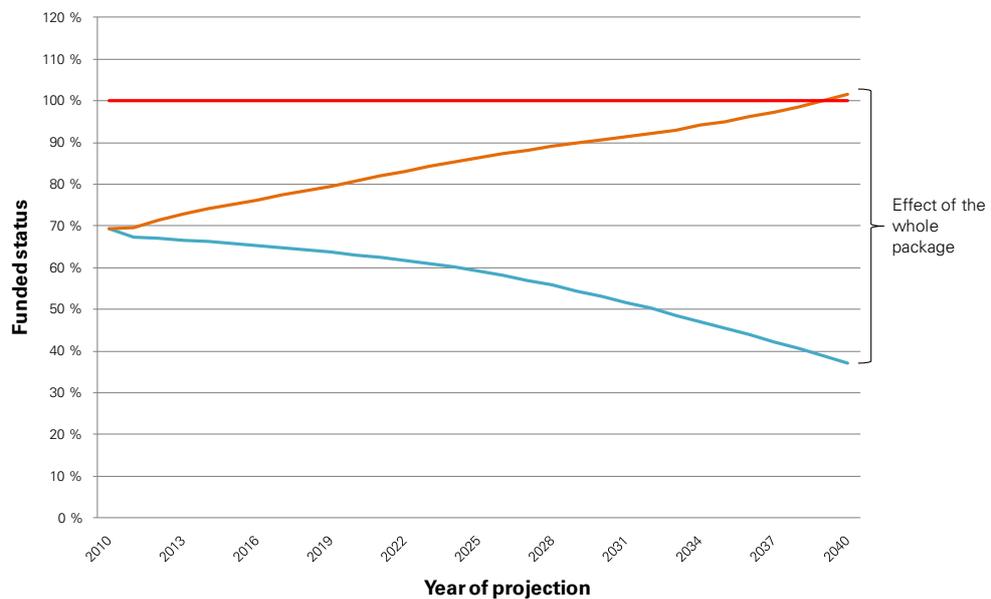
For the current beneficiaries, the simulation continues to follow the current automatic non-indexation mechanism on the whole period of projection.

In relation with this new mechanism, we have observed that the indexation of fixed sums in annex B of the rules could raise a problem: if these sums are affected by under-indexation, as written in article II 1.15 of the rules, on what basis would the amount of the effective indexation be determined? In our model, we have considered an automatic non-indexation for fixed sums used in new pensions, and afterwards an application of the under-indexation mechanism of fixed sums for currently paid pensions.

4. IMPACT OF RECOVERY MEASURES

4.1 Impact of the package as a whole

The graph below presents the projective trend of the funding ratio of the Fund after having applied the total package of recovery measures as explained in chapter 3. The projected funding ratio of the base model described in chapter 2 is also presented for comparison:



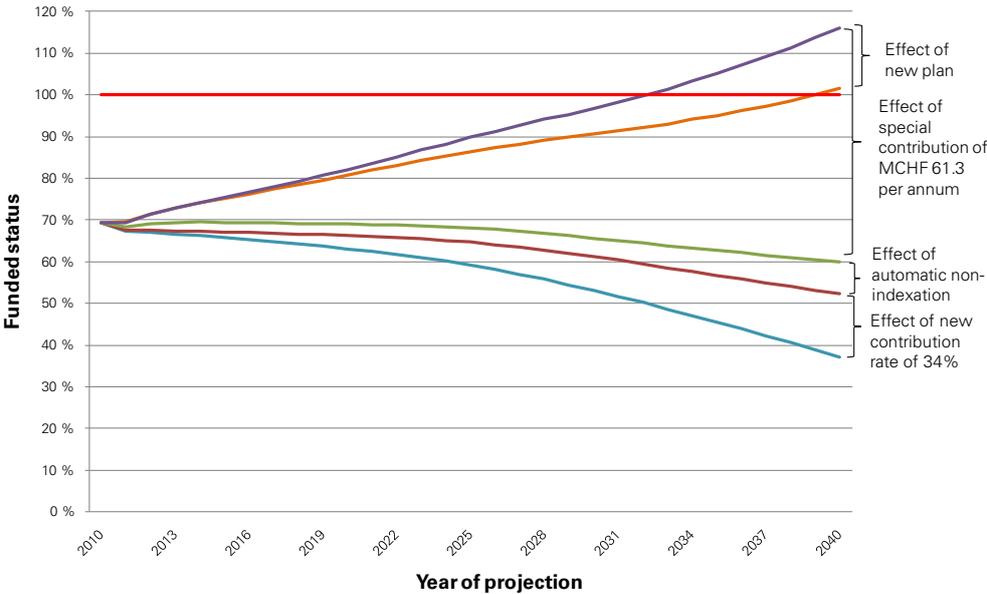
The table below shows the numerical values of the projected funding ratio and the level of the deficit/surplus at the end of the year after having applied the recovery measures:

Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF	Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF	Projection Year t	Funding ratio as at 31/12/t	Deficit/Surplus as at 31/12/t in MCHF
2011	69.51%	-1'723.7	2021	81.95%	-1'066.1	2031	91.41%	-565.7
2012	71.45%	-1'602.7	2022	83.09%	-1'006.5	2032	92.21%	-519.1
2013	72.86%	-1'525.1	2023	84.26%	-944.2	2033	93.05%	-469.1
2014	74.04%	-1'466.9	2024	85.33%	-887.8	2034	94.07%	-403.9
2015	75.16%	-1'411.8	2025	86.39%	-831.7	2035	95.01%	-343.5
2016	76.23%	-1'358.4	2026	87.29%	-785.9	2036	96.24%	-261.0
2017	77.34%	-1'303.1	2027	88.14%	-742.6	2037	97.35%	-185.1
2018	78.46%	-1'247.4	2028	89.12%	-688.9	2038	98.60%	-98.8
2019	79.59%	-1'190.1	2029	89.76%	-658.0	2039	99.98%	-1.3
2020	80.77%	-1'128.2	2030	90.54%	-616.2	2040	101.48%	106.0

As one can see in these projective results, the entire recovery package enables the Fund to reach 100% funding after 30 years. These results show that the introduction of the proposed recovery package leads to a positive trend for the projected funding ratio, with a strong increase in the projected funding ratio by ca. 64 points after 30 years.

4.2 Cumulative impact of the different measures

The graph below shows the different projected trends of the funding ratio, after having applied the different recovery measures included in the recovery package. The impacts of the different items are cumulative. The initial funding ratio as at 1 January 2011 is equal to the IAS 26 “WG2 assumptions” funding ratio as at 31 December 2010, and amounts to 69.4% as presented in our consulting actuary report as at 31 December 2010.



The graphical results show that the introduction of the measures for current members (new contribution rate, automatic non-indexation and special contribution) leads to a funding ratio of 116.1% after 30 years. The impact of introducing the proposed new plan (towards new active members and future beneficiaries as of 1 January 2012) is negative after 30 years, since one can observe a decrease in the projected funding ratio by ca. 15 points in terms of funding ratio. This decrease is due, on the one hand, to the new contribution rate of 28.33% for new members, which progressively replaces the “old” contribution rate of 34% in the projection, and, on the other hand, to the new under-indexation mechanism, which foresees a potential under-indexation instead of an automatic non-indexation. But even with this negative impact, the trend in the funding ratio remains positive and 100% funding is reached after 30 years.

5. CONCLUDING REMARKS

The developments and analyses of the previous chapter lead us to the following conclusions:

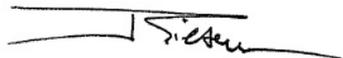
- The introduction of the proposed recovery package enables the Fund to reach a 100% funding within 30 years, along with a projected funding ratio of 101.5% after 30 years, based on the WG2 reference model. Longevity losses were reported in the past. These are taken into account in the balance sheet as at 31 December 2010, at the beginning of the projection period. Future longevity losses cannot be excluded. These are however not taken into account in our projections. EVK 2000 are used as a reference mortality table. Additionally, the method of Nolfi is used to reduce the EVK 2000 mortality rates in the simulation of the number of death cases during the projection but not to calculate the liabilities. The future increase in life expectancy is taken into account with the accrual of a longevity provision corresponding to 0.5% of the liabilities of the beneficiaries for each year since 2000. The use of an updated longevity table will be addressed later this year.
- The proposed 28.33% contribution rate for new members is just sufficient to reach a 100% funding after 30 years, considering an application of the new plan towards active members and future beneficiaries and using the WG2 assumptions. This rate is not the actuarial necessary contribution rate needed to finance the benefits of the new members in a fund that would have a funding ratio of 100%. It includes a part of recovery contribution that is needed to reach a funding ratio of 100%. This part will evolve over time depending on the effective funding ratio, the future average age of the active population post-2012, and the increase in life expectancy of this population, which will both impact the actuarial necessary contribution rate.

IMPACT OF THE PACKAGE OF MEASURES TOWARDS RESTORING FULL FUNDING

We make the usual reservations regarding information or facts that would not have been brought to our attention, and which are of such a nature that they would alter our conclusions.



DR OLIVIER KERN
Senior Vice President
Accredited Swiss Pension Actuary



STÉPHANE RIESEN
Senior Vice President
Accredited Swiss Pension Actuary

Geneva, 20 May 2011.

APPENDICES A

- A1 List of abbreviations
- A2 Result of the projections of the reference model
- A3 Results of the projections after application of the recovery package

List of abbreviations used in Appendices A2 and A3

CPA(t)	Actuarial liabilities towards active members at the end of year t.
RMP(t)	Mathematical reserves for pensions in payment and deferred pensions at the end of year t.
PL(t)	Longevity provision for increased life expectancy at the end of year t.
ENG(t)	Actuarial liabilities at the end of year t [CPA(t) + RMP(t) + PL(t)].
VE(t)	Variations in the actuarial liabilities at the end of year t.
TR(t)	Sum of reference salaries in year t.
FS(t)	Overall net provident assets at the end of year t.
DC(t)	Funded status at the end of year t [FS(t) / ENG(t)].
PV(t)	Pensions paid in year t.
VV(t)	Transfer values paid in year t.
FR(t)	Operating costs in year t.
DEP(t)	Total expenditure in year t.
COT(t)	Contributions received in year t.
Special cont	Total special contributions received in year t.
REV(t)	Return achieved in year t on the overall assets at the end of year t-1 and on the average cash flow (*) of year t.
REC(t)	Total income in year t.
EXC(t)	Difference between income and expenditure in year t (**) [EXC(t) = REC(t) – DEP(t)].
(*)	COT(t) – DEP(t).
(**)	Corresponds to the increase in overall assets in year t.

CPCERN

Appendix A2

With an under-indexation of 81.2%

Model MM03 a 01.01.2011

i = 4.50 % Technical interest rate in %
 i' = 5.00 % Actual rate of return in %

FS(0) = 3857.6 millions of CHF

in millions of CHF

t	Year	CPA(t)	RMP(t)	PL(t)	ENG(t)	VE(t)	TR(t)	FS(t)	DC(t)	PV(t)	VV(t)	FR(t) 0.80%	DEP(t)	COT(t) 30.88%	Special Cont 0	REV(t)	REC(t)	EXC(t)
0	2010	1'583.8	3'784.2	189.2	5'557.3			3'857.6	69.4%									
1	2011	1'434.7	4'067.4	223.7	5'725.8	168.47	431.2	3'855.3	67.3%	298.0	22.1	3.4	323.6	133.1	0.0	188.2	321.3	- 2.3
2	2012	1'442.4	4'062.2	243.7	5'748.4	22.61	443.4	3'852.6	67.0%	307.7	16.4	3.5	327.7	136.9	0.0	188.1	325.0	- 2.7
3	2013	1'454.2	4'055.5	263.6	5'773.3	24.92	451.0	3'847.6	66.6%	313.8	14.7	3.6	332.1	139.3	0.0	187.9	327.1	- 5.0
4	2014	1'490.1	4'028.2	282.0	5'800.2	26.95	461.0	3'841.6	66.2%	319.0	13.3	3.7	336.0	142.4	0.0	187.6	330.0	- 6.0
5	2015	1'523.6	4'001.1	300.1	5'824.8	24.60	468.6	3'832.3	65.8%	323.0	14.4	3.7	341.2	144.7	0.0	187.2	331.9	- 9.3
6	2016	1'550.9	3'979.4	318.4	5'848.6	23.79	476.7	3'818.5	65.3%	326.8	17.1	3.8	347.7	147.2	0.0	186.7	333.9	- 13.8
7	2017	1'600.2	3'941.2	335.0	5'876.4	27.72	487.4	3'806.2	64.8%	330.4	14.5	3.9	348.8	150.5	0.0	186.0	336.5	- 12.3
8	2018	1'627.0	3'927.6	353.5	5'908.1	31.72	498.9	3'793.8	64.2%	333.9	13.9	4.0	351.8	154.1	0.0	185.4	339.5	- 12.3
9	2019	1'656.7	3'912.1	371.6	5'940.4	32.31	508.5	3'780.7	63.6%	337.3	13.6	4.1	354.9	157.0	0.0	184.8	341.8	- 13.1
10	2020	1'688.8	3'893.4	389.3	5'971.5	31.13	518.9	3'766.7	63.1%	340.7	13.5	4.2	358.4	160.2	0.0	184.1	344.4	- 14.0
11	2021	1'729.3	3'869.4	406.3	6'005.0	33.52	526.4	3'749.6	62.4%	343.6	15.2	4.2	363.0	162.5	0.0	183.4	345.9	- 17.1
12	2022	1'772.3	3'853.0	423.8	6'049.1	44.06	538.6	3'734.1	61.7%	346.2	14.0	4.3	364.4	166.3	0.0	182.6	348.9	- 15.5
13	2023	1'808.9	3'842.4	441.9	6'093.1	44.04	547.7	3'716.9	61.0%	348.9	14.9	4.4	368.2	169.1	0.0	181.8	350.9	- 17.3
14	2024	1'838.3	3'850.7	462.1	6'151.1	57.94	559.4	3'700.1	60.2%	351.6	14.4	4.5	370.5	172.7	0.0	181.0	353.7	- 16.8
15	2025	1'877.1	3'855.9	482.0	6'215.0	63.93	568.4	3'681.1	59.2%	354.8	15.2	4.5	374.6	175.5	0.0	180.1	355.6	- 19.0
16	2026	1'890.5	3'896.0	506.5	6'293.0	78.04	578.0	3'659.5	58.2%	358.8	15.7	4.6	379.2	178.5	0.0	179.1	357.6	- 21.6
17	2027	1'909.3	3'939.0	531.8	6'380.1	87.03	587.3	3'635.0	57.0%	363.1	16.0	4.7	383.8	181.4	0.0	178.0	359.3	- 24.5
18	2028	1'936.1	3'968.6	555.6	6'460.3	80.19	598.1	3'607.9	55.8%	367.3	16.4	4.8	388.5	184.7	0.0	176.7	361.4	- 27.1
19	2029	1'876.1	4'097.3	594.1	6'567.5	107.22	606.9	3'575.7	54.4%	372.6	17.4	4.9	395.0	187.4	0.0	175.3	362.7	- 32.3
20	2030	1'842.2	4'195.3	629.3	6'666.8	99.32	615.9	3'536.8	53.1%	380.2	17.4	4.9	402.6	190.2	0.0	173.5	363.7	- 38.9
21	2031	1'830.1	4'264.5	661.0	6'755.6	88.77	624.0	3'491.0	51.7%	386.3	18.8	5.0	410.0	192.7	0.0	171.5	364.2	- 45.8
22	2032	1'786.9	4'368.9	699.0	6'854.8	99.25	635.6	3'440.9	50.2%	391.4	19.0	5.1	415.4	196.3	0.0	169.1	365.4	- 50.0
23	2033	1'721.9	4'495.0	741.7	6'958.5	103.70	643.8	3'382.6	48.6%	398.8	19.6	5.2	423.6	198.8	0.0	166.5	365.3	- 58.3
24	2034	1'695.6	4'569.9	776.9	7'042.4	83.84	654.0	3'316.8	47.1%	404.7	21.3	5.2	431.3	202.0	0.0	163.5	365.4	- 65.9
25	2035	1'638.6	4'680.5	819.1	7'138.1	95.77	665.0	3'244.9	45.5%	410.1	21.9	5.3	437.3	205.4	0.0	160.1	365.5	- 71.8
26	2036	1'641.9	4'723.6	850.2	7'215.7	77.60	677.1	3'168.4	43.9%	415.3	21.4	5.4	442.1	209.1	0.0	156.5	365.6	- 76.6
27	2037	1'621.1	4'794.6	887.0	7'302.7	86.99	688.9	3'086.0	42.3%	418.9	23.3	5.5	447.7	212.7	0.0	152.6	365.3	- 82.4
28	2038	1'612.0	4'854.1	922.3	7'388.4	85.69	702.2	2'998.6	40.6%	423.2	23.9	5.6	452.7	216.9	0.0	148.5	365.3	- 87.3
29	2039	1'617.9	4'901.7	955.8	7'475.5	87.09	716.0	2'906.8	38.9%	426.5	24.8	5.7	457.1	221.1	0.0	144.1	365.2	- 91.9
30	2040	1'645.1	4'928.2	985.6	7'558.9	83.43	730.2	2'810.2	37.2%	430.2	25.5	5.8	461.5	225.5	0.0	139.5	365.0	- 96.5

Contribution rate: 30.88 %
 Rate of return: 5.00 %

Model M2012-16.05.2011

i = 4.50 % Technical interest rate in %
 i' = 5.00 % Actual rate of return in %

FS(0) = 3857.6 millions of CHF

in millions of CHF

t	Year	CPA(t)	RMP(t)	PL(t)	ENG(t)	VE(t)	TR(t)	FS(t)	DC(t)	PV(t)	VV(t)	FR(t) 0.80%	DEP(t)	COT(t)	Special Cont 61	REV(t)	REC(t)	EXC(t)
0	2010	1'583.8	3'784.2	189.2	5'557.3			3'857.6	69.4%									
1	2011	1'428.5	4'005.0	220.3	5'653.7	96.44	431.1	3'930.0	69.5%	298.0	22.5	3.4	324.0	146.6	61.3	188.5	396.4	72.4
2	2012	1'435.2	3'941.2	236.5	5'612.9	-40.85	443.4	4'010.2	71.4%	303.0	16.6	3.5	323.1	149.8	61.3	192.2	403.3	80.2
3	2013	1'445.7	3'919.6	254.8	5'620.1	7.22	450.9	4'095.0	72.9%	304.4	15.1	3.6	323.1	150.3	61.3	196.2	407.9	84.8
4	2014	1'479.7	3'897.5	272.8	5'649.9	29.84	461.0	4'183.0	74.0%	308.7	13.7	3.7	326.1	152.4	61.3	200.5	414.1	88.1
5	2015	1'512.1	3'879.9	291.0	5'682.9	32.98	468.5	4'271.1	75.2%	313.1	14.7	3.7	331.6	153.6	61.3	204.8	419.6	88.1
6	2016	1'536.6	3'869.6	309.6	5'715.7	32.79	476.7	4'357.3	76.2%	317.6	17.3	3.8	338.7	154.6	61.3	209.0	424.9	86.2
7	2017	1'587.7	3'837.4	326.2	5'751.3	35.62	487.5	4'448.3	77.3%	321.8	15.1	3.9	340.8	157.1	61.3	213.3	431.8	90.9
8	2018	1'617.9	3'827.6	344.5	5'789.9	38.61	499.1	4'542.5	78.5%	325.9	14.9	4.0	344.8	159.9	61.3	217.8	439.0	94.3
9	2019	1'644.6	3'821.8	363.1	5'829.4	39.50	508.7	4'639.4	79.6%	329.9	15.0	4.1	349.0	162.1	61.3	222.5	445.9	96.9
10	2020	1'678.6	3'807.8	380.8	5'867.1	37.64	519.0	4'738.9	80.8%	334.1	15.3	4.2	353.5	164.5	61.3	227.3	453.1	99.5
11	2021	1'712.6	3'794.1	398.4	5'905.1	37.99	526.7	4'839.0	81.9%	337.7	17.5	4.2	359.5	166.1	61.3	232.2	459.6	100.1
12	2022	1'755.1	3'780.0	415.8	5'950.9	45.85	538.9	4'944.4	83.1%	341.1	16.7	4.3	362.2	169.1	61.3	237.2	467.6	105.4
13	2023	1'790.5	3'772.6	433.8	5'996.9	45.94	548.3	5'052.7	84.3%	344.4	17.9	4.4	366.7	171.2	61.3	242.4	474.9	108.3
14	2024	1'814.9	3'784.4	454.1	6'053.5	56.61	559.7	5'165.7	85.3%	347.8	17.7	4.5	370.0	173.9	61.3	247.8	483.0	113.0
15	2025	1'847.3	3'791.7	474.0	6'112.9	59.45	568.9	5'281.2	86.4%	351.8	18.8	4.6	375.1	175.9	61.3	253.4	490.6	115.5
16	2026	1'859.2	3'828.1	497.7	6'185.0	72.04	578.5	5'399.1	87.3%	356.1	19.7	4.6	380.4	177.9	61.3	259.1	498.3	117.8
17	2027	1'876.5	3'864.3	521.7	6'262.5	77.51	588.1	5'519.9	88.1%	360.4	20.2	4.7	385.3	179.9	61.3	264.9	506.1	120.8
18	2028	1'899.9	3'888.7	544.4	6'333.0	70.51	598.9	5'644.1	89.1%	364.5	20.9	4.8	390.2	182.3	61.3	270.9	514.4	124.2
19	2029	1'838.7	4'007.9	581.1	6'427.7	94.74	607.8	5'769.7	89.8%	370.0	21.7	4.9	396.6	183.9	61.3	277.0	522.2	125.6
20	2030	1'804.4	4'092.6	613.9	6'510.8	83.10	616.8	5'894.6	90.5%	377.4	22.5	4.9	404.8	185.4	61.3	283.1	529.7	124.9
21	2031	1'787.6	4'153.9	643.9	6'585.3	74.47	625.1	6'019.6	91.4%	383.1	24.1	5.0	412.2	186.7	61.3	289.2	537.2	125.0
22	2032	1'742.1	4'245.5	679.3	6'666.9	81.65	636.9	6'147.8	92.2%	388.1	24.3	5.1	417.6	189.2	61.3	295.3	545.8	128.2
23	2033	1'677.1	4'349.9	717.7	6'744.7	77.77	645.4	6'275.7	93.0%	394.9	25.4	5.2	425.5	190.5	61.3	301.6	553.3	127.8
24	2034	1'646.1	4'412.1	750.1	6'808.3	63.57	655.9	6'404.4	94.1%	400.3	27.2	5.2	432.8	192.4	61.3	307.8	561.6	128.8
25	2035	1'585.9	4'505.2	788.4	6'879.5	71.21	667.0	6'536.0	95.0%	405.2	28.0	5.3	438.6	194.7	61.3	314.2	570.2	131.6
26	2036	1'584.6	4'531.6	815.7	6'931.9	52.39	679.0	6'670.9	96.2%	410.2	28.6	5.4	444.2	197.1	61.3	320.7	579.1	134.9
27	2037	1'558.2	4'588.1	848.8	6'995.0	63.14	690.9	6'809.9	97.4%	413.6	30.3	5.5	449.5	199.8	61.3	327.4	588.4	139.0
28	2038	1'546.4	4'627.5	879.2	7'053.0	58.01	704.8	6'954.3	98.6%	417.6	31.0	5.6	454.2	202.9	61.3	334.3	598.5	144.4
29	2039	1'548.4	4'651.0	906.9	7'106.3	53.26	718.7	7'105.0	100.0%	420.6	32.0	5.7	458.3	206.3	61.3	341.5	609.0	150.7
30	2040	1'575.1	4'651.4	930.3	7'156.7	50.43	733.4	7'262.8	101.5%	423.8	32.7	5.9	462.3	209.8	61.3	349.0	620.1	157.8

Contribution rate existing members: 34.00 %
 Contribution rate new members: 28.33 %
 Rate of return: 5.00 %

ANNEXE 2

ANNEXE DU DOCUMENT CERN/FC/5537-CERN/2972)

Résolution du Conseil relative au rétablissement de la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN

LE CONSEIL,

Considérant :

- l'obligation du CERN, découlant de la Convention et rappelée dans les accords avec les États hôtes ainsi que dans le Protocole sur les privilèges et les immunités, d'offrir, dans le cadre de ses conditions d'emploi, une protection sociale adéquate comprenant, notamment, un régime de pensions ;
- la création en 1955 par le Conseil d'un régime de pensions par capitalisation, à prestations définies, géré par une structure interne, appelé « Caisse de pensions du CERN », protégeant le personnel employé ainsi que les familles contre les conséquences financières de la vieillesse, de l'invalidité et du décès, comme le prévoient les Statuts de la Caisse de pensions ;
- l'Accord conclu entre le CERN et l'ESO le 1^{er} juillet 1968, tel qu'il a été modifié, aux termes duquel les membres du personnel international de l'ESO sont membres de la Caisse de pensions du CERN ;
- la garantie par le CERN et l'ESO du paiement des prestations acquises en vertu des Statuts de la Caisse de pensions par les membres de leur personnel respectif jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire ;
- la décision prise en 2007 par le Conseil du CERN selon laquelle la Caisse de pensions du CERN doit être pleinement capitalisée (CERN/2733/Rév.) et le Conseil d'administration de la Caisse de pensions (CACP) devra présenter des propositions concernant la définition de la pleine capitalisation et les mesures permettant d'atteindre celle-ci ;
- la grave crise financière de la Caisse de pensions, confirmée par des études actuarielles récentes ;

Tenant compte :

- du rapport du CACP concernant les principes de financement ainsi que les politiques et mesures visant à rétablir la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN, présenté au Conseil en décembre 2009 (CERN/2897) ;

- du rapport soumis au Conseil en 2010 par le Groupe consultatif créé par le Conseil pour définir un train de mesures équilibré, réalisable du point de vue politique et financier, ayant une base juridique solide et permettant d'atteindre une pleine capitalisation sur une période de 30 ans ;
- du train de mesures élaboré à la demande du Conseil par la Direction, à la suite de la concertation menée avec l'Association du personnel et des discussions au TREF ;
- de la décision prise par le Conseil en décembre 2010 d'approuver ce train de mesures, composé des quatre éléments suivants :
 - (a) versement, conformément à l'article II 1.07 des Statuts de la Caisse, d'une cotisation spéciale du CERN d'un montant de 60 MCHF par an ainsi que d'une cotisation spéciale de l'ESO, en vertu du paragraphe 4 de l'article IV de l'accord CERN-ESO, d'un montant déterminé par l'actuaire, jusqu'à ce que la pleine capitalisation soit confirmée par le CACP dans son rapport annuel ;
 - (b) concernant les membres actuels de la Caisse, relèvement du taux de cotisation total à 34 % au 1^{er} janvier 2011 ;
 - (c) concernant les bénéficiaires actuels de la Caisses (au bénéfice d'une pension au 31 décembre 2011), à titre exceptionnel, il est dérogé partiellement à la procédure et à la méthode d'adaptation annuelle des pensions, exposées à l'article II 1.15 des Statuts de la Caisse et à l'annexe C de ces derniers ; en conséquence, aucune adaptation annuelle des pensions n'est accordée aux bénéficiaires d'une pension à compter du 31 décembre 2011 tant que leur perte individuelle cumulée de pouvoir d'achat n'atteint pas 8 % ;
 - (d) concernant les personnes engagées à compter du 1^{er} janvier 2012, nouvelles modalités de pensions à définir, et, s'agissant des futurs bénéficiaires (au bénéfice d'une pension à compter du 1^{er} janvier 2012), un nouveau mécanisme pour l'adaptation annuelle des pensions qui sera soumis pour approbation au Conseil en juin 2011, pour application à compter du 1^{er} janvier 2012 ;

étant entendu, notamment :

- (i) qu'il n'est pas possible de modifier l'un ou l'autre des éléments sans modifier l'ensemble du train de mesures ;
- (ii) que, si des modifications devaient être apportées dans l'avenir, le modèle de répartition équitable prévu dans le document CERN/FC/5498-CERN/2947 devra être préservé ;
- (iii) que la répartition équitable entre toutes les parties des quatre éléments du train de mesures et leur interdépendance seront

formalisées par une résolution du Conseil qui sera proposée pour adoption en juin 2011 ;

- de la proposition élaborée par la Direction concernant l'élément d), après concertation avec l'Association du personnel et discussion au TREF, énoncée dans le document CERN/2972 ;
- de la confirmation par l'actuaire du fait que le train de mesures, tel qu'il a été finalisé, permet d'atteindre un taux de couverture de 100 % sur la période de projection applicable de 30 ans et, par la suite, une pleine capitalisation durable ;

Approuve

- la proposition énoncée dans la section II du document CERN/2972, concernant les modalités de pensions pour les membres du personnel engagés à compter du 1^{er} janvier 2012 et un mécanisme révisé pour l'adaptation annuelle des pensions pour les futurs bénéficiaires (au bénéfice d'une pension à compter du 1^{er} janvier 2012), qui parachève le train de mesures visant à rétablir la pleine capitalisation de la Caisse de pensions du CERN ;

Et confirme que :

- étant donné que le train de mesures constitue une répartition équitable des efforts entre toutes les parties, à savoir, les membres du personnel, les pensionnés et les Organisations participantes, il n'est pas possible d'en modifier un élément sans modifier l'ensemble, étant entendu qu'il convient de maintenir dans tous les cas un modèle de répartition équitable.